

Monsieur,

Le 1 juin 2017

Je vous envoie la réponse commune des trois candidats de lutte ouvrière dans l'ALLIER.

N'étant motard ni les uns ni les autres et donc n'ayant que très peu de connaissance sur les problèmes de sécurité propres aux deux roues motorisées, nous faisons plutôt confiance à votre association, regroupant des milliers de motards, pour les problèmes de sécurité.

A notre avis, ce serait sans doute une bonne décision que de donner des pouvoirs décisionnaires en matière de sécurité à des associations telle que la vôtre.

Nous sommes solidaires des luttes menées pour diminuer le nombre de victimes de la route et nous pensons qu'une politique de sécurité routière digne de ce nom doit absolument être menée par les pouvoirs publics, cela demande des moyens humains et financiers pour développer des infrastructures plus sûres, pour éduquer et sensibiliser les conducteurs, moyens que le gouvernement se refuse à consacrer pour les mêmes raisons d'économie qui l'amène à négliger bien des questions de santé publique.

En outre, la lutte pour faire reculer la mortalité sur les routes se heurte, dans bien des domaines, à de puissants intérêts privés, groupes de pression hostiles à la limitation de la publicité pour les boissons alcoolisées, constructeurs automobiles, qui trouvent souvent bien des relais dans les sommets de l'état.

Sur quelques problèmes liés à la sécurité :

Nous pensons qu'il est juste de limiter la vitesse, en particulier dans les villes et sur les routes départementales, il est également juste de lutter contre les franchissements de carrefours aux feux rouges, la lutte contre l'alcoolisme doit continuer à être menée pour la somnolence au volant, outre le respect des pauses, des moyens techniques d'avertissement, devraient systématiquement être mis au point sur les voitures et les motos.

Pour limiter l'usage des moyens de transport individuel, auto ou moto, il est notamment de la responsabilité de l'état de développer un réseau de transport en commun permettant d'éviter aux salariés qui le souhaiteraient de prendre leur voiture pour aller travailler.

Nous pensons qu'il n'est pas normal que l'état qui perçoit des taxes sur les carburants ne prennent pas en charge l'entretien des routes, les collectivités locales n'ont pas les moyens de le faire correctement, ce qui est une catastrophe pour les routes départementales.

Quant aux sociétés d'autoroutes, elles gagnent suffisamment d'argent pour assurer elles-mêmes le financement de nouveaux tronçons.

Il faut instaurer un contrôle de la population sur les finances des grandes entreprises automobiles et de leurs sous-traitants (fabricants de pièces détachés par exemple) et diminuer les coûts excessifs des réparations.

Voilà quelques réponses que nous pouvons faire à vos interrogations, la sécurité routière, auto et moto, est une chose trop sérieuse pour la laisser à des intérêts privés, les associations devraient avoir une voix prépondérante pour les décisions concernant la sécurité.

Avec nos sincères salutations.

Jean Marc COLLOT, candidat lutte ouvrière dans la 1^{ère} circonscription de l'ALLIER

Gilles ROCHE, candidat lutte ouvrière dans la 2^{ème} circonscription de l'ALLIER

Bernard LEBEL, candidat lutte ouvrière dans la 3^{ème} circonscription de l'ALLIER